

**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU GENEVOIS**  
**Bâtiment Athéna – Technopole d'ARCHAMPS – 74 160 ARCHAMPS**

L'an deux mil vingt-quatre, le premier juillet à dix-neuf heures et trente minutes, le **Bureau communautaire**, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la salle des Fêtes de Présilly, 97 route du Bé d'Ile, sous la Présidence de Monsieur Pierre-Jean CRASTES, Président.

Nombre de membres :

en exercice : 23

présents : 17

procurations : 2

votants : 19

Date de convocation :

25 juin 2024

**PRESENTS** : A. RIESEN, S. BEN OTHMANE, M. GENOUD, J-L. PECORINI, P-J. CRASTES, A. CUZIN, E. ROSAY, M. GRATS, M. MERMIN, C. VINCENT, L. DUPAIN, V. LECAUCHOIS, J-C. GUILLON, B. FOL, A. MAGNIN, J. LAVOREL, F. de VIRY

**REPRESENTÉ** : J. BOUCHET par P-J. CRASTES, F. BENOIT à J. LAVOREL

**ABSENTS** : V. LECAQUE, P. CHASSOT, M. DE SMEDT, L. CHEVALIER

Secrétaire de séance : Madame Carole VINCENT

**Délibération n° b\_20240701\_asst\_29**

**1.1. MARCHES PUBLICS**

**APPROBATION DE L'AVENANT N° 1 AU MARCHÉ DE MAÎTRISE D'ŒUVRE  
POUR LA CONSTRUCTION D'UNE STATION D'ÉPURATION DES EAUX USÉES A NEYDENS**

Le Bureau,

*Vu l'exposé de Monsieur Rosay, 6ème Vice-Président,*

La mise aux normes du traitement des eaux usées est un enjeu majeur pour la Communauté de Communes du Genevois, compte tenu de la forte évolution de la population sur son territoire et de l'affaiblissement des débits d'étiages des cours d'eau lié à l'évolution climatique.

Par délibération du 28 février 2022, le Conseil communautaire a approuvé le projet de service des Régies d'Eau Potable et d'Assainissement, et validé le déroulement du scénario C évoluant vers le D du volet assainissement dont le premier objectif est le remplacement de la Station d'Épuration des Eaux Usées (STEP) de Neydens existante et calibrée pour 7 500 « Equivalents-habitants » (EH), par la construction d'une nouvelle à proximité immédiate.

Par délibération du 12 septembre 2022, le Bureau communautaire a attribué le marché de Maîtrise d'Œuvre (MOE) au cabinet Merlin pour la construction de cette nouvelle STEP d'une capacité de 17 000 EH et pour un coût prévisionnel provisoire de 8 500 000 € H.T.

La mission de Maîtrise d'Œuvre (MOE) de la STEP de Neydens est en cours depuis maintenant 2 ans. L'année 2023 a été marquée par de nombreux échanges techniques et réglementaires entre la Communauté de Communes et la Direction Départementale des Territoires de la Haute-Savoie (DDT 74) avec des notes de cadrage préliminaires au dépôt du dossier loi sur l'eau de la STEP de Neydens.

Compte tenu du calcul des charges actuelles et des perspectives de croissance de la population sur le bassin versant de la STEP, il a été validé une capacité de 23 500 EH soit une augmentation de capacité de 38 %.

La dernière note de cadrage a donné lieu à un arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 30 janvier 2024 venant compléter l'arrêté d'autorisation du système d'assainissement de Neydens du 23 juillet 2002 prévoyant une fin d'autorisation au 31 décembre 2015.

Dans cet arrêté de prescriptions complémentaires, le Préfet demande la mise en conformité réglementaire du système de traitement des eaux usées de l'agglomération de Neydens au plus tard au 1<sup>er</sup> octobre 2026, avec un délai supplémentaire d'1 an si la solution proposée est une autorisation environnementale.

Dans le courrier d'accompagnement de l'arrêté préfectoral relatif au renforcement des prescriptions portant sur l'agglomération d'assainissement de Beaumont-Neydens, le Préfet demande d'une part, de justifier que le scénario C d'assainissement sur le territoire de la Communauté de Communes est le plus avantageux, et, d'autre part, de produire une étude de faisabilité pour le projet de Réutilisation des Eaux Usées Traitées (REUT), ainsi qu'une étude pour garantir le débouché en 2060.

Par conséquent, il résulte de l'augmentation de la capacité et du niveau de traitement une hausse du montant des travaux s'élevant désormais à 10 264 900 € H.T soit une augmentation de 20,8 %.

Le marché initial de MOE prévoit à l'article 13 du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) le calcul de l'évolution du taux de rémunération en fonction de l'évolution de l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux. Le taux initial était de 3,29 % pour une estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux de 8 500 000 € H.T. et passe avec ce calcul à 3,21 % pour une estimation définitive du coût prévisionnel de 10 264 900 € HT. La rémunération du MOE passe donc de 362 810,00 € H.T. à 412 813,29 € H.T. (+ 50 003,29 € H.T.).

Marché initial MOE STEP Neydens		Nouveau Marché MOE STEP Neydens	
Mission de base : 8 500 000,00 € H.T. x 3,29 %	279 500,00 €	Mission de base : 10 264 900,00 € H.T. x 3,21 %	329 503,29 €
MC 1 : Rédaction des cahiers des charges	11 510,00 €	MC 1 : Rédaction des cahiers des charges	11 510,00 €
MC 2 : Dossiers autorisations loi sur l'eau	35 700,00 €	MC 2 : Dossiers autorisations loi sur l'eau	35 700,00 €
MC 3 : Elaboration et suivi des dossiers PC	17 300,00 €	MC 3 : Elaboration et suivi des dossiers PC	17 300,00 €
MC 4 : Rédac du cahier de charges essais	3 550,00 €	MC 4 : Rédac du cahier de charges essais	3 550,00 €
MC 5 : OPC	15 250,00 €	MC 5 : OPC	15 250,00 €
TOTAL	362 810,00 € H.T.	TOTAL	412 813,29 € H.T.

Il convient également d'ajouter la réalisation de l'étude de faisabilité technique (11 450,00 € H.T.) et d'un dossier de demande d'autorisation REUT (33 750,00 € H.T.). Enfin, l'intégration d'une étude de MOE pour les canalisations d'alimentation des bassins de stockage de REUT est aussi nécessaire pour un montant forfaitaire de 82 302,00 € H.T. (montant des travaux : 2 838 000 € H.T.).

Il est donc proposé l'avenant n° 1 au marché de MOE pour la construction de la nouvelle STEP de Neydens comme suit et portant la rémunération du MOE d'un montant de 362 810,00 € H.T. à 540 315,29 € H.T. représentant une hausse de 48,94 % :

Marché initial MOE STEP Neydens		Nouveau Marché MOE STEP Neydens avec Projet ReUte	
Mission de base : 8 500 000,00 € H.T. x 3,29 %	279 500,00 €	Mission de base : 10 264 900,00 € H.T. x 3,21 %	329 503,29 €
MC 1 : Rédaction des cahiers des charges	11 510,00 €	MC 1 : Rédaction des cahiers des charges	11 510,00 €
MC 2 : Dossiers autorisations loi sur l'eau	35 700,00 €	MC 2 : Dossiers autorisations loi sur l'eau	35 700,00 €
MC 3 : Elaboration et suivi des dossiers PC	17 300,00 €	MC 3 : Elaboration et suivi des dossiers PC	17 300,00 €
MC 4 : Rédac du cahier de charges essais	3 550,00 €	MC 4 : Rédac du cahier de charges essais	3 550,00 €
MC 5 : OPC	15 250,00 €	MC 5 : OPC	15 250,00 €
		MC 6 : Dossier REUT	82 302,00 €
		MC 7 : Etude de faisabilité technique	11 450,00 €
		MC 8 : Dossier de demande d'autorisation	33 750,00 €
TOTAL	362 810,00 € H.T.	TOTAL	540 315,29 € H.T.

Cet avenant représente une augmentation de 177 505,29 € H.T.

Mission	Montant HT
Avenant maîtrise d'oeuvre STEP	50 003,29 €
Maitrise d'œuvre ReUte	82 302,00 €
Etude de faisabilité technique	11 450,00 €
Dossier de demande d'autorisation	33 750,00 €
TOTAL	177 505,29 €

L'avenant a été présenté pour avis à la Commission Achats dûment convoquée le lundi 1<sup>er</sup> juillet 2024.

*Vu le code de la commande publique, et notamment ses articles R2194-1 à 7 ;*

*Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L5211-10 ;*

*Vu les statuts de la Collectivité, et notamment la compétence assainissement ;*

*Vu le projet de territoire 2020-2026 approuvé par délibération n° 20211213\_cc\_adm114 du Conseil communautaire du 13 décembre 2021, et notamment sa fiche n° 4 développement de l'offre de services et d'équipements améliorant la qualité de vie quotidienne ;*

*Vu la délibération n° 20200720\_cc\_adm95 du Conseil communautaire du 20 juillet 2020, modifiée par délibération n° 20220620\_cc\_adm96 du Conseil communautaire du 20 juin 2022, portant délégations de pouvoir du Conseil au Bureau communautaire et au Président, et notamment pour les marchés ou accords-cadres de fourniture et service dont le montant est égal ou supérieur à 100 000 € H.T. et inférieur au seuil européen, prendre toute décision sur leurs avenants dès lors que les crédits sont inscrits au budget ;*

*Vu la délibération n° 20220228\_cc\_eauasst15 du 28 février 2022 portant approbation du projet de services de la Régie Eau et Assainissement ;*

*Vu la délibération n° 20220912\_b\_asst36 du Bureau communautaire du 12 septembre 2022 portant attribution de la maîtrise d'œuvre pour la construction d'une STEP de 17000 EH à Neydens (n° 202237\_ccg) ;*

*Vu le marché initial n° 202237\_ccg de maîtrise d'œuvre pour la construction d'une STEP de 17 000 EH à Neydens ;*

*Vu l'avis favorable de la Commission Achats, réunie le 1<sup>er</sup> juillet 2024 ;*

*Vu l'avenant n° 1 annexé à la présente délibération ;*

## DELIBERE

**Article 1 : approuve** l'avenant n° 1 d'un montant de 177 505,29 € H.T. au marché de MOE pour la construction d'une STEP à Neydens, portant sur la révision du taux de rémunération basé sur le coût prévisionnel définitif des travaux, l'intégration d'une étude REUT et d'une étude de MOE pour la construction des canalisations d'alimentation des bassins de stockage des eaux usées traitées, tel qu'annexé à la présente délibération.

**Article 2 : rappelle** que les crédits sont inscrits au budget annexe Régie Assainissement – exercice 2024 – chapitre 23 - immobilisations en cours.

**Article 3 : autorise** Monsieur le Président à signer ledit avenant et toutes pièces annexes.

**Article 4 : autorise** Monsieur le Président à accomplir toutes les démarches et à signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

- ADOpte A L'UNANIMITE -

VOTE : POUR : 19

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

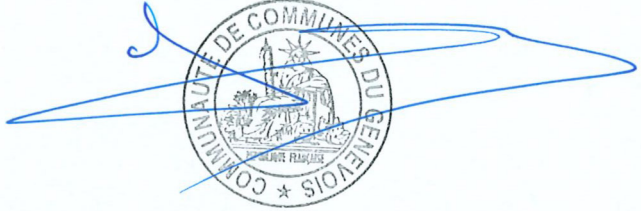
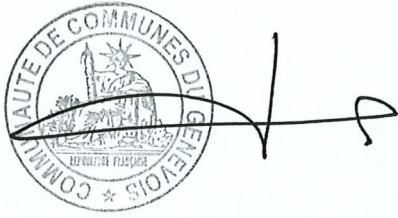
Le Président certifie exécutoire cette délibération

Télétransmise le 04/07/2024

Publiée électroniquement le 04/07/2024

La secrétaire de séance,  
Carole VINCENT

Le Président,  
Pierre-Jean CRASTES



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux adressé au Président ou d'un recours en excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou sa notification.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES  
Direction des Affaires Juridiques

MARCHES PUBLICS

EXE10

AVENANT N°1<sup>1</sup>

A - Identification du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice

Communauté de Communes du Genevois  
38 rue Georges de Mestral – Bâtiment Athéna 2  
ARCHAMPS TECHNOPOLE  
74166 SAINT JULIEN EN GENEVOIS

B - Identification du titulaire du marché public

Grpt : Cabinet d'études MARC MERLIN / ADELA Architecte

Mandataire :  
Cabinet MERLIN  
10 avenue Henri Zanaroli – Seynod  
74600 ANNECY

C - Objet du marché public

☐ Objet du marché public:

**MAITRISE D'ŒUVRE POUR LA CONSTRUCTION D'UNE STEP DE 17000 EH A NEYDENS**  
(Marché n°202237\_ccg)

☐ Date de la notification du marché public : **21 septembre 2022**

☐ Montant initial du marché public :

- **Tranche Ferme : Forfait Provisoire de rémunération – Missions de base**

Enveloppe Financière prévisionnelle affectée au Travaux par le MOA (PEFPT) = **8 500 000,00 € H.T.**

Taux de rémunération du MOE (T) = **3,29 % dont coef de complexité à 1.3**

Forfait Provisoire de Rémunération du MOE (F) :

- Mission de base : 8 500 000.00 € HT x 3.29 % = 279 500.00 €
- MC 1 : Rédaction des cahiers des charges... = 11 510.00 € (forfait)
- MC 2 : Dossiers autorisations loi sur l'eau = 35 700.00 € (forfait)
- MC 3 : Elaboration et suivi des dossiers PC = 17 300.00 € (forfait)
- MC 4 : Rédac. Du cahiers de charges essais... = 3 550.00 € (forfait)
- MC 5 : OPC = 15 250.00 € (forfait)

Soit : **362 810.00 € HT**

**Tranche Optionnelle 1 : modélisation du réseau pour dimensionnement BSR : 12 140,00 € H.T. (non affermie)**

<sup>1</sup> Formulaire non obligatoire disponible, avec sa notice explicative, sur le site du ministère chargé de l'économie.

**D - Objet de l'avenant**

☐ Modifications introduites par le présent avenant :

Le présent avenant a pour objet :

**1) Fixation du coût prévisionnel des travaux et du forfait définitif de rémunération – Clause de réexamen (article 13.3 du CCAP)**

Le présent avenant a pour objet de : Fixer le coût prévisionnel des travaux à l'issue de la phase Avant-Projet Définitif, en application de l'article 13 du CCAP (Rémunération du maître d'œuvre) et de l'avenant n°01, à :  
10 264 900.00 € HT (estimation prévisionnelle de 8 500 000.00 € HT soit un surcoût pour les travaux de 1 764 900.00 € HT, soit + 20.8 %)

Cette augmentation se justifie par l'ajout, entre autres, des éléments techniques suivants :

L'année 2023 a été marquée par de nombreux échanges techniques et réglementaires entre la Communauté de Communes et la Direction Départementale des Territoires de la Haute-Savoie (DDT 74) avec des notes de cadrage préliminaires au dépôt du dossier loi sur l'eau de la STEP de Neydens. Compte tenu du calcul des charges actuelles et des perspectives de croissance de la population sur le bassin versant de la STEP, il a été validé une capacité de 23 500 EH soit une augmentation de capacité de 38 %.

La dernière note de cadrage a donné lieu à un arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 30 janvier 2024 venant compléter l'arrêté d'autorisation du système d'assainissement de Neydens du 23 juillet 2002 prévoyant une fin d'autorisation au 31 décembre 2015.

Dans cet arrêté de prescriptions complémentaires, le Préfet demande la mise en conformité réglementaire du système de traitement des eaux usées de l'agglomération de Neydens au plus tard au 1er octobre 2026, avec un délai supplémentaire d'1 an si la solution proposée est une autorisation environnementale.

**Par conséquent, il résulte de l'augmentation de la capacité et du niveau de traitement une hausse du montant des travaux s'élevant désormais à 10 264 900.00 € H.T**

**2) Fixer le forfait définitif de rémunération du Maître d'œuvre selon les dispositions des articles 13.3 du CCAP et 8.3 de l'acte d'engagement.**

Selon l'article R 2194-1 du Code de la Commande Publique, pour passer de la rémunération provisoire à définitive, les parties conviennent de modifier le marché en appliquant la clause de réexamen suivante :

Si  $EDC < \text{ou} = PEFPT$ , alors  $F = T * \text{Coef } C * EDC$

Si  $EDC > PEFPT$ , alors  $F = T' * \text{Coef } C * EDC$

Dans lesquelles :

- *PEFPT = part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux et définie par le maître d'ouvrage*
- *EDC = estimation définitive du coût prévisionnel des travaux fournie par le maître d'œuvre lors des études d'avant-projet*
- *T est le taux initial de rémunération de la mission de base fixé lors de la signature du marché.*
- *T' représente l'évolution par interpolation linéaire de T en fonction du montant des travaux comme indiqué dans le Guide de la MIQCP sur la rémunération de la maîtrise d'œuvre (juillet 2019).*
- *Coef C est le coefficient de complexité défini à l'acte d'engagement :  
en accord entre les parties le Coeff de complexité est ramené à 1*



En l'espèce :

➤ le taux T' est fixée à 3.21 % dont Coef de complexité à 1

➤ le forfait définitif de rémunération s'élève à :

Mission de base : 10 264 900.00 € HT x 3.21 %	= 329 503.29 €
MC 1 : Rédaction des cahiers des charges...	= 11 510.00 €
MC 2 : Dossiers autorisations loi sur l'eau	= 35 700.00 €
MC 3 : Elaboration et suivi des dossiers PC	= 17 300.00 €
MC 4 : Rédac. Du cahiers de charges essais...	= 3 550.00 €
MC 5 : OPC	= 15 250.00 €

**Soit Forfait total de rémunération : = 412 813.29 € HT**

**Soit une augmentation du forfait total de rémunération de 50 003.29 € HT (soit + 13.78 %)**

### 3) Missions supplémentaires

Dans le courrier d'accompagnement de l'arrêté préfectoral relatif au renforcement des prescriptions portant sur l'agglomération d'assainissement de Beaumont-Neydens, le Préfet demande d'une part, de justifier que le scénario C d'assainissement sur le territoire de la Communauté de Communes est le plus avantageux, et, d'autre part, de produire une étude de faisabilité pour le projet de Réutilisation des Eaux Usées Traitées (REUT), ainsi qu'une étude pour garantir le débouché en 2060.

Il convient donc d'ajouter la réalisation de l'étude de faisabilité technique et d'un dossier de demande d'autorisation REUT pour un montant de 45 200 € H.T. Enfin, l'intégration d'une étude de MOE pour les canalisations d'alimentation des bassins de stockage de REUT est aussi nécessaire pour un montant forfaitaire de 82 302,00 € H.T. (montant des travaux : 2 838 000 € H.T.).

La nouvelle répartition financière entre les membres du groupement est jointe au présent avenant.

☐ Incidence financière de l'avenant :

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public :

(Cocher la case correspondante.)

☐ Non ☒ Oui

Mission	Montant HT
Avenant maîtrise d'oeuvre STEP	50 003,29 €
Maitrise d'œuvre ReUte	82 302,00 €
Etude de faisabilité technique	11 450,00 €
Dossier de demande d'autorisation	33 750,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>177 505,29 €</b>

Le marché a été lancé en tant qu'entité adjudicatrice et en procédure adapté, le seuil de procédure adapté était fixé à 431 000.00 € HT. Les contraintes techniques, évoquées ci-dessus, entraînent une modification qui excède ce seuil, mais en application des articles R2194-2 à R2194-7 du code de la commande publique, l'avenant ne peut être rendu irrégulier.



L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public ou de l'accord-cadre :  
(Cocher la case correspondante.)

☐ NON

☒ OUI

Montant de l'avenant :

- Taux de la TVA : 20.00 %
- Montant HT : 177 505.29 €
- Montant TTC : 213 006.35 €

Montant des avenants précédents (H.T.) :

- Avenant n°
- 
- 

Montant total des avenants (H.T.) :

- Montant HT : 177 505.29 €
- % d'écart introduit par l'avenant : + 48.94 %

Nouveau montant du marché public ou de l'accord-cadre :

- Taux de la TVA : 20.00 %
- Montant HT :
- Mission de base : 10 264 900.00 € HT x 3.21 % = 329 503.29 €
- MC 1 : Rédaction des cahiers des charges... = 11 510.00 €
- MC 2 : Dossiers autorisations loi sur l'eau = 35 700.00 €
- MC 3 : Elaboration et suivi des dossiers PC = 17 300.00 €
- MC 4 : Rédac. Du cahiers de charges essais... = 3 550.00 €
- MC 5 : OPC = 15 250.00 €
- MC : Dossier REUT = 82 302.00 €
- MC : Etude de faisabilité technique = 11 450.00 €
- MC : Dossier de demande d'autorisation = 33 750.00 €
- Soit Montant HT = 540 315.29 €
- Montant TTC : 648 378.35 €

## E - Signature du titulaire du marché public

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature
Romain CHARLES, Responsable de l'agence d'Annecy du Cabinet Merlin	Annecy, le 07/06/2024	

(\*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

## F - Signature du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice

### Pour l'Etat et ses établissements :

(Visa ou avis de l'autorité chargée du contrôle financier.)

A : ..... , le .....

Signature

(représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice)

Le Président  
Pierre-Jean CRASTES

Référence de la délibération / décision autorisant la signature de l'avenant :

Transmis au contrôle de légalité le :

Date de notification le :

Données essentielles :